

L'initiative *United Against Inhumanity*

Khaled Mansour, Jean-Baptiste Richardier and Antonio Donini • Members of the emerging movement **United Against Inhumanity**

Nous inaugurons une nouvelle rubrique « Tribune » qui permettra à différentes initiatives du secteur humanitaire de s'exprimer, à des points de vue originaux, iconoclastes, voire polémiques de se faire entendre. Et c'est l'initiative *United Against Inhumanity* qui l'éternise. Née d'attentes urgentes, déçues par le Sommet humanitaire mondial de 2016, murie au sein du Forum Espace Humanitaire et portée durant sa phase embryonnaire par l'association Alternatives Humanitaires, elle prend son envol officiel avec l'ambition de susciter un nécessaire sursaut de la société civile.

NOUS DEVONS DÉFENDRE NOTRE HUMANITÉ COMMUNE EN MÊME TEMPS QUE NOUS LA RECONSTRUISONS !

Khaled Mansour • **Member of the emerging movement United Against Inhumanity**

Il y a quinze ans, j'ai survécu à une attaque terroriste qui visait le siège des Nations unies en Irak. Une gigantesque explosion a provoqué la mort de vingt-deux de mes collègues. En même temps que leur disparition, une barrière que j'avais érigée plusieurs années auparavant, en grande partie inconsciemment, s'est également effondrée. Cette barrière m'avait ostensiblement aidé à supporter le caractère interminable et permanent des scènes de pauvreté absolue, des morts violentes et des atrocités inexplicables, ainsi que la menace imminente à proximité de laquelle j'avais dû vivre pendant des années.

Pendant des mois, je suis resté au bord d'un gouffre de souvenirs sombres et sanglants. Ces souvenirs m'ont envahi : un camp de réfugiés de Jénine que les soldats israéliens avaient réduit à néant ; les petites tombes d'enfants mal nourris que les talibans et les États à la tête de la guerre contre le terrorisme avaient abandonnés à leur triste sort à Hérat, dans l'ouest de l'Afghanistan ; et les images racontant les tortures infligées aux prisonniers ou aux suspects politiques, que ce soit en Syrie, au Pakistan ou ailleurs.

Ces souvenirs n'ont jamais disparu. Au contraire, ils se sont depuis multipliés, mais je n'essaye plus de les éviter ou de les oublier pour me protéger des atrocités qui régissent les conflits et les régions instables sur le plan politique. Comme beaucoup d'autres personnes qui s'engagent dans le secteur de l'aide humanitaire et de la défense des droits de l'Homme, je dois occasionnellement faire face à des épisodes dépressifs et à des vagues de tristesse ; je les considère toutefois comme les signaux d'une humanité partagée et d'une vulnérabilité saine. Ils représentent également un appel à résister par le biais de l'écriture, de l'enseignement, du bénévolat et, plus important encore, des efforts collectifs visant à défendre la dignité et les droits des personnes vivant en zones de conflit. C'est un appel à agir dans le but de construire et de reconstruire le sens de notre

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

appartenance commune à l'humanité, ainsi que la manière dont nous pouvons collaborer pour la protéger.

Les critiques du système d'aide humanitaire défendent le plus souvent la perspective selon laquelle l'ancien système s'est déjà désintégré, tandis que le nouveau n'a pas encore émergé, comme le disait Gramsci il y a presque un siècle. Force est également de constater une indifférence choquante, au niveau des centres de pouvoir mondiaux et régionaux, par rapport au destin de centaines de millions de personnes dont les vies et les activités de subsistance sont anéanties par les conflits. Au cours des dernières années, des millions de civils, désarmés et innocents, ont subi des sanctions horribles et permanentes au cours des opérations militaires de routine qui ont été menées en Syrie, dans la bande de Gaza, au Yémen, au Myanmar, et dans beaucoup d'autres lieux. Les forces de Bachar el-Assad ont utilisé de manière indiscriminée des bombes barils et des armes chimiques contre les civils, tandis que les forces israéliennes et saoudiennes (et les forces américaines avant elles) ont réellement méprisé le concept d'avantage militaire au moment de bombarder des zones densément peuplées ou des infrastructures vitales, telles que des écoles et des hôpitaux, tuant et blessant ainsi bien plus de civils que les membres des milices des forces houthies, du Hamas ou des talibans. Il est devenu extrêmement difficile d'obliger les combattants à respecter le droit de la guerre tel qu'il est stipulé dans les quatre Conventions de Genève, sans parler de mettre les auteurs de violences face à leurs responsabilités. Les acteurs armés non étatiques, comme Daech, ont également commis un certain nombre d'atrocités effroyables. Le droit des réfugiés ne s'en tire pas beaucoup mieux. Les mesures de dissuasion de l'UE vis-à-vis des aspirants réfugiés constituent une abomination qui a provoqué la noyade en pleine mer de milliers de personnes demandeuses d'asile.

Tout cela entretient le cynisme – et parfois l'opportunisme et l'égoïsme – des travailleurs humanitaires, ainsi que des bénéficiaires. Les agences humanitaires s'apparentent souvent à des vautours qui se ruent sur les cadavres des morts ou sur les blessés. En 2018, par exemple, elles manœuvraient pour obtenir une somme de 930 millions de dollars (USD) promise par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis en vue de mettre en place une gigantesque opération humanitaire au Yémen. Ces deux pays ont mené une guerre impitoyable contre les milices houthies yéménites, tuant ainsi pas moins de 20 000 civils au cours des trois dernières années. Depuis 2012, la famine est régulièrement utilisée comme tactique de guerre en Syrie, principalement par le régime, tandis que les organisations humanitaires se contentent d'acquiescer quand les autorités rejettent toutes les demandes successives visant à accéder aux zones assiégées. Ces mêmes agences ont continué à travailler dans les territoires contrôlés par Bachar el-Assad. Et aujourd'hui, dans les pays occidentaux, nous sommes confrontés à la criminalisation des demandeurs d'asile aussi bien que des personnes qui tentent de les aider.

Ce sont des tendances préoccupantes qui portent atteinte aux principes et à l'esprit de l'aide humanitaire, voire qui ébranlent la revendication d'un dénominateur commun qui devrait automatiquement susciter l'empathie chez tous les êtres humains.

Une telle érosion de l'empathie humaine est tout à fait préoccupante, notamment envers les personnes qui vivent entre les frontières et qui pourraient avoir besoin de chercher refuge en traversant nos propres territoires. Au vu de l'augmentation sans précédent de la démagogie populiste des responsables politiques et de l'hyper-chauvinisme des populations, les droits (juridiques et autres) sont de plus en plus réservés aux seuls citoyens, sans même réussir à les atteindre tous. Ces revendications ne sont plus une question de liberté d'expression, car elles ont fomenté des violences politiques et sectaires qui ont provoqué la mort de Rohingyas musulmans au Myanmar et de musulmans chiïtes au Pakistan. Au sein des sociétés, que ce soit aux États-Unis

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

ou en Inde, des chauvinistes plus démagogues défendent l'idée selon laquelle tous les humains ne sont pas égaux et toutes les cultures ne peuvent pas coexister pacifiquement. Ils ne représentent pas encore la majorité, mais leur influence est en pleine expansion.

L'humanisme est, dans un sens, un acte de foi qui repose sur certaines valeurs cosmopolites constituant autant de racines qui entretiennent la plupart des mouvements humanitaires et des droits de l'Homme. Ces valeurs sont pour le moins en difficulté. À cela s'ajoute – ou bien tout cela est peut-être entretenu par – l'absence de volonté politique internationale ou nationale pour s'attaquer à l'augmentation des atrocités commises pendant les conflits. Cette absence était tout à fait flagrante lorsque l'initiative du CICR visant à introduire un nouveau mécanisme de conformité avec les Conventions de Genève a échoué en 2015, ou bien lorsque les résultats du Sommet humanitaire mondial et du Sommet pour les réfugiés de 2016 se sont révélés infimes après des années de préparation, ne générant que peu de changements véritables face à la triste réalité.

Alors, pour citer un énième marxiste, qui était peut-être plus chanceux que Gramsci, que faire ?

Il existe un vaste ensemble de publications et d'études relatives aux politiques générales qui déconstruisent le système d'aide humanitaire tel qu'il fonctionne actuellement. Une quantité considérable de documents d'orientation ont été publiés, et beaucoup de *think tanks* défendent des idées visant à réformer/réparer ou changer le système d'aide humanitaire.

Cela dit, ce qui semble manquer, c'est une force de pression populaire soutenue capable de provoquer un véritable changement ou bien d'accélérer le rythme des réformes. Nous avons véritablement besoin d'un mouvement populaire pour lutter aux côtés de ceux qui sont affectés par les conflits, afin de garantir leurs droits à la protection et à la satisfaction de leurs besoins élémentaires.

C'est pour cette raison qu'un groupe de travailleurs humanitaires, chercheurs et activistes – anciennement ou actuellement en poste – issus de plusieurs pays, s'est formé l'an dernier et a commencé à travailler de manière énergique – sans pour autant entretenir de faux espoirs – dans le but de lancer un mouvement mondial de ce genre. Ils souhaitent prendre part à des actions sociales et à des plaidoyers politiques, au niveau national ou international, et organiser publiquement les forces sociales pour faire face à l'augmentation des atrocités de masse dans le monde entier.

Depuis 2017, l'initiative *United Against Inhumanity* (UAI) – qui en est encore à ses débuts – est propulsée par l'objectif de mener de vastes consultations avec différents groupes et acteurs potentiels en Afrique, en Asie, aux Amériques, en Australie et en Europe, dans le but de transformer un sentiment d'indignation partagé en répertoire d'actions visant à produire un impact.

L'objectif global d'UAI est de lancer et de faciliter une action conjointe menée par les acteurs de la société civile sur les plans international, régional et national, dans le but d'interroger les parties en conflit, leurs bailleurs de fonds, les gouvernements et les organisations internationales concernées ; l'idée est de renverser la tendance à la normalisation des pratiques de guerre inconsidérées et à l'érosion du droit d'asile.

Il s'agit certes d'un défi de taille et d'un objectif très ambitieux ! Mais c'est aussi probablement l'un des rares moyens dont nous disposons encore pour lutter contre les actes inhumains

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

débridés et meurtriers commis au cours des conflits. Ce sont ces alternatives que nous proposons, plutôt que de construire des barrières matérielles et psychologiques toujours plus hautes, dont nous pensons à tort qu'elles pourraient nous protéger.

Biographie • Khaled Mansour

Khaled est membre du mouvement émergent *United Against Inhumanity* et collaborateur émérite du think tank « Arab Reform Initiative ». Après avoir été journaliste pendant dix ans, il a participé à de nombreuses opérations humanitaires et de maintien de la paix pendant treize ans. Il a également dirigé la première organisation de défense des droits de l'Homme égyptienne, avant de passer le relais pour mieux se dédier à l'écriture et à l'enseignement. Ce texte s'inspire d'un discours inaugural qu'il a prononcé à La Haye en août 2018, lors de la conférence de l'Association internationale pour les études humanitaires (International Humanitarian Studies Association).

**UNITED AGAINST INHUMANITY : LES DÉBUTS D'UN RÉSEAU
INTERNATIONAL**

Jean-Baptiste Richardier • **Member of the emerging movement United Against Inhumanity**

Il est impératif, aujourd'hui, de s'attaquer à l'inhumanité ! Il s'agit d'une responsabilité internationale, vis-à-vis de laquelle les citoyens peuvent également jouer un rôle important en agissant individuellement et collectivement. L'initiative *United Against Inhumanity* (UAI) saisira toutes les opportunités qui se présenteront à elle pour s'engager auprès d'un grand nombre d'acteurs qui opèrent au niveau local ou international. Elle agira dans le but d'identifier les partenariats possibles et de faire savoir que les voix d'une multitude de communautés et d'individus engagés peuvent constituer une force inébranlable dans la lutte contre l'inhumanité des pratiques de guerre contemporaines.

Comment l'initiative UAI est-elle née ?

À la suite du Sommet humanitaire mondial, un groupe international divers – composé de professionnels expérimentés du secteur humanitaire, de membres d'ONG et de *think tanks* – représentant des pays et des horizons variés, a commencé à discuter du besoin de donner à la société civile l'espace nécessaire pour revendiquer le changement. Que pourrions-nous faire, concrètement, pour lutter contre le caractère inhumain des guerres et de leur cortège de conséquences ? Quel est le futur des principes universalistes autour desquels l'action humanitaire s'articule ? Que pouvons-nous faire pour améliorer la survie et la dignité des personnes qui vivent ou fuient un conflit armé lorsque le système international ne souhaite pas ou n'est pas capable de le faire ? Quel genre de mécanisme international crédible pourrait être établi pour surveiller et rendre compte publiquement des atrocités et des crimes contre l'humanité commis par les acteurs étatiques ou non étatiques ? Et quelle serait la valeur ajoutée de notre initiative ?

Phase d'incubation (juillet 2017-juin 2018)

Grâce à des financements de démarrage attribués par quelques ONG et fondations, un groupe restreint à caractère provisoire a organisé un cycle de consultations informelles impliquant des ONG, des groupes issus de la société civile et des *think tanks* nationaux au sein de plusieurs plates-formes humanitaires. Ce faisant, l'objectif était de tester le concept d'UAI et de déterminer s'il existait bel et bien un intérêt suffisant pour lancer une campagne mondiale. L'an dernier, des sessions de réflexion ont été organisées à Bangkok, Beyrouth, Berlin, Dublin, Genève, Londres, Maputo, Nairobi, New York, Paris, Phnom Penh, Washington DC, Yangon et Rome – dans le respect des règles de confidentialité dites de Chatham House. Des sessions de briefing bilatérales ont également été tenues, avec la participation d'une sélection de personnes issues des institutions internationales. Les contributions rassemblées au cours de ces consultations ont permis d'affiner le concept d'UAI, son mode opératoire, ainsi que les actions potentielles qui pourraient être conduites.

La plupart des participants à ces consultations ont très largement validé les éléments d'analyse ayant mené au concept d'UAI : la crise du multilatéralisme et l'érosion des systèmes concernant

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

les réfugiés et les migrations, ainsi que des degrés variés d'indifférence face aux atrocités commises en contexte de guerre.

Pendant ce temps, le petit groupe de fondateurs s'agrandissait progressivement pour inclure environ 450 professionnels, universitaires et groupes partageant les mêmes idées et représentant des horizons géographiques, culturels et politiques variés, à l'échelle planétaire. La plupart des personnes consultées se sont accordées à dire qu'il fallait agir urgemment, afin d'interroger les acteurs armés étatiques ou non qui violent les standards internationaux relatifs à l'humanitaire et aux réfugiés ; et que le fait de ne pas agir revenait à se rendre complice de telles violations.

Évaluation stratégique (juin 2018, Genève)

Au vu de la solidité de ce vaste soutien en faveur du concept d'UAI et de son potentiel de fédération des idées populaires, les fondateurs d'UAI ont organisé une réunion d'évaluation stratégique dans le but d'examiner les progrès réalisés. C'est alors qu'il a été décidé de poursuivre en créant la structure juridique du nouveau réseau international UAI sous la forme d'une ONG, et en initiant une phase de consolidation. Nous continuerons à évaluer l'intérêt suscité par UAI à plus grande échelle, ainsi qu'à élargir nos initiatives de mise en réseau et de plaidoyer, tout en poursuivant l'exploration de mécanismes ambitieux visant à interroger l'inhumanité des guerres qui pèsent de manière inacceptable sur les populations civiles, et l'impunité qui détruit des vies et déchire les sociétés.

UAI opérera de deux manières

En travaillant avec des institutions et des groupes partageant ses objectifs, l'ambition d'UAI est de collecter, d'analyser et de diffuser de manière indépendante des informations vérifiées au sujet des préjudices infligés aux populations civiles victimes de l'inhumanité des pratiques de guerre. Il s'agit également d'utiliser ces données pour favoriser la mobilisation de l'opinion publique visant à mettre les auteurs d'atrocités face à leurs responsabilités, et encourager le respect du droit international et des valeurs humaines universelles.

Générer des connaissances

À ce jour, il n'existe pas d'entité crédible et indépendante qui se charge de collecter et d'analyser les violations des normes et standards humanitaires de manière systématique ni de diffuser ces informations auprès du grand public. Pour combler cette lacune, UAI prévoit de mettre au point un organe de veille humanitaire indépendant (Independent Humanitarian Watch, IHW) pour surveiller et documenter les actes à caractère inhumain. Par ailleurs, un Index de l'(In)Humanité ([In]humanity Index) pourrait encourager le respect du droit international et des valeurs humaines universelles.

Certaines activités essentielles à cette phase de consolidation impliqueront un cycle de consultations d'ordre technique pour étudier la faisabilité de ces mécanismes ; elles rassembleront des experts universitaires et des professionnels spécialistes des éléments dont nous avons besoin. Nous prévoyons de collaborer avec des experts ayant déjà travaillé sur des thèmes similaires par le passé, et notamment avec les défenseurs de la proposition « IHL Watch » faite par la Suède en

2012. En outre, l'université d'Édimbourg a accepté d'accueillir une première réunion technique entre experts à l'automne 2018.

Promouvoir la notion de responsabilité collective des acteurs de la société civile issus des quatre coins du monde

En suscitant un engagement collectif mondial impliquant des individus et des groupes qui refusent de se rendre complices du silence qui autorise la « normalisation » des violences, UAI interrogera les gouvernements, ainsi que les organisations régionales et internationales concernées, afin qu'ils respectent leurs obligations et traitent activement la thématique des atrocités commises en contexte de guerre et des mauvais traitements infligés aux personnes qui fuient pour sauver leur vie. UAI collaborera avec d'autres acteurs pour mener un plaidoyer en faveur de la modification des politiques et des pratiques mises en œuvre par les gouvernements et les autres parties prenantes aux conflits.

Prochaines étapes

Nous envisageons le développement organique d'UAI sous la forme d'une vaste campagne internationale menée par les citoyens et les acteurs de la société civile, dans le cadre de laquelle les ONG et les groupes locaux mèneront de nombreuses activités, conformément à l'appel à l'action formulé par UAI. Les individus et groupes qui soutiennent UAI seront accompagnés par un secrétariat, qui sera lui-même chargé de rendre des comptes devant un comité directeur international (*international executive committee*, IEC). Un conseil consultatif garantira la représentation des groupes/chapitres nationaux, régionaux et thématiques constituant UAI, qui feront des recommandations de fond au comité directeur, tout en menant leurs propres activités dans le respect des objectifs définis par UAI.

L'assemblée générale fondatrice d'UAI s'est tenue le 2 octobre à Genève. De manière symbolique, les membres fondateurs (encadré ci-dessous) qui ont participé à l'événement se sont rassemblés sous la *Broken Chair* (« Chaise brisée ») située sur la place des Nations, pour marquer le lancement de cette nouvelle aventure collective.

À l'issue de l'assemblée générale constitutive, symboliquement, plusieurs membres fondateurs se sont réunis sous le monument « Broken Chair », place des Nations à Genève.

HUMANITARIAN ALTERNATIVES



De gauche à droite:

Jean-Baptiste Richardier, Nathalie Herlemont, Antonio Donini, Norah Niland, Tammam Aloudat, Martin Barber, Mark Bowden, Nicolas Borsinger, Audrey Sala.

Membres fondateurs de l'initiative UAI:

Mimidoo Achakpa (Nigeria); Saba Al Mubaslat (Jordan); Tammam Aloudat (Syria); Laetitia Atlani-Duault (France); Martin Barber (UK); Nounou Booto (Democratic Republic of Congo); Nicolas Borsinger (Switzerland); Mark Bowden (UK); Francis Charhon (France); Pauline Chetcutti (France); Cristina Churruca (Spain); Deirdre Clancy (Ireland); Antonio Donini (Italy); Juliano Fiori (Brazil); Sarah Hammerl (Germany); Nathalie Herlemont (France); Anne Héry (France); Khaled Mansour (Egypt); Benoît Miribel (France); Kostas Moschochoritis (Greece); Norah Niland (Ireland); Jean-Baptiste Richardier (France); Stéphane Rousseau (France/Thailand); Audrey Sala (Peru); Jeevan Sharma (Nepal); Margot Tudor (UK); Ulrike Von Pilar (Germany).

Biographie • Jean-Baptiste Richardier

Médecin, cofondateur de Handicap International en 1982 pour apporter une aide aux réfugiés cambodgiens handicapés, notamment les victimes de mines antipersonnel, il a accompagné le développement du réseau Handicap International aujourd'hui présent dans près de soixante-dix pays. En 2014, il se consacre à la mise en place de l'Institut HI pour l'action humanitaire, puis au lancement de la revue internationale *Alternatives Humanitaires* dont il est un des administrateurs. Il est l'un des cofondateurs de l'association *United Against Inhumanity* créée en octobre 2018.

**LES PILIERS VACILLANTS DU TEMPLE DES ÉTATS... ET LA PARTICIPATION
CITOYENNE**

Antonio Donini • Member of the emerging movement **United Against Inhumanity**

Dans sa forme actuelle, l'Organisation des Nations unies ne rend pas service aux citoyens qu'elle promet de protéger. Est-il venu le temps de créer la « version ONU 2.0 » qui placerait ces derniers au cœur de son projet ? Cet article, qui repose sur un exposé présenté à la fin du mois d'août 2018 lors de la conférence de l'Association internationale des études humanitaires (International Humanitarian Studies Association), explique les raisons pour lesquelles le système international actuel est en train de perdre sa raison d'être. Une approche de citoyenneté mondiale doit être explorée de toute urgence. Il serait judicieux de commencer par mobiliser les citoyens autour du programme de l'initiative *United Against Inhumanity*.

Lorsque les pères fondateurs – et une seule mère fondatrice – ont défini les principales composantes du projet des Nations unies dans les mois qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, ils étaient mus par le sentiment – ou du moins par le discours – selon lequel tout cela ne devait plus jamais arriver. Ils abandonnèrent les grands idéaux wilsoniens de la Société des Nations et formulèrent de vagues notions de paix et de sécurité à travers un ensemble d'idées fonctionnalistes (fortement influencées par David Mitrany) et par l'esprit capitaliste et volontariste des vainqueurs. Il s'agissait d'une sorte de fordisme appliqué aux relations internationales : le bon dosage entre capital et expertise technique allait créer les conditions propices à la paix et au développement « dans une plus grande liberté ». Sans doute l'idée selon laquelle les problèmes d'action collective (autrement dit, d'ordre politique) pourraient être solutionnés – ou du moins atténués – en les dépolitisant par le biais de la technique est-elle l'une des grandes contributions des Nations unies au domaine de la coopération internationale. Cette approche a plus ou moins bien fonctionné, selon que l'on considère la décolonisation ou bien l'usage croisé de leurs droits de veto par les superpuissances. Pendant plus de cinquante ans, c'est cette approche qui a constitué le mode opératoire standard (*standard operating procedure*, SOP) du système international.

Puis il y a eu une cassure. Malgré un discours réconfortant commençant par « Nous, peuples des Nations unies », l'unité de mesure utilisée au sein du système international n'était autre que l'État. Selon l'expression patriotique « *my country, right or wrong* », c'est bien la souveraineté qui était vénérée au sein du temple des États. Les pères et mères fondateurs auraient-ils pu agir autrement ? Les leçons de la Société des Nations avaient-elles été apprises ? Probablement pas : il restait encore une guerre à gagner et des gains à distribuer. Les compromis qui ont mené à la Charte se fondaient sur le *statu quo*, et non pas sur une réflexion profonde au sujet de l'avenir. De fait, aujourd'hui, notre système archaïque est totalement imperméable aux réformes.

Pendant que les États se préoccupaient d'honorer et de polir leur tabernacle, le monde continuait d'avancer. L'ordre mondial établi à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, qui reposait sur la souveraineté, le capitalisme triomphant, la rivalité entre les superpuissances et les domaines d'intérêt, s'est effondré en même temps que le mur de Berlin ; mais les institutions créées pour « gérer » cet ordre mondial l'ont à peine remarqué. Petit à petit, il est devenu évident que le « système » était constitutionnellement inadapté à la gestion de la transnationalité, et que les États « souverains » du Nord (comme cela avait été le cas dans le Sud pendant des décennies) étaient

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

incapables de reprendre en main un capitalisme transnational et une mondialisation sauvages, sans parler des groupes et des mouvements armés radicalisés sans ancrage géographique précis, des ravages provoqués par ceux-ci et la « guerre contre le terrorisme », des déplacements de populations (forcés ou volontaires) ou du changement climatique. Trump et la mort du multilatéralisme ne sont que des épiphénomènes de l'effondrement d'un ordre mondial supposément fondé sur des règles. Peut-être la prédiction de Rosa Luxembourg – qui affirmait que lorsque le système capitaliste n'aurait plus rien « d'extérieur » à occuper ou à exploiter, il atteindrait ses limites structurelles et s'effondrerait – s'est-elle réalisée ?

Il est évident que le capitalisme est encore vivant et qu'il se porte bien. C'est l'État souverain, tel que nous le connaissons depuis les traités de Westphalie, qui paie le prix du succès sans limites du capitalisme mondial. Cette « forme étatique » plus ou moins libérale s'est répandue en même temps que le mode de production capitaliste ; et aucune alternative viable ne semble émerger face à ces deux éléments. La relation entre les deux a tout de même connu un revirement intéressant, à la suite duquel Marx et Keynes ont dû se retourner dans leur tombe. Le concept d'État-providence est bel et bien devenu obsolète (même s'il en existe encore quelques vestiges dans certains endroits, comme en Scandinavie, et peut-être en France et en Irlande). Aucun État n'a la volonté ou la capacité de récupérer le contrôle du capital et de la finance transnationale. De fait, tandis que les États représentent encore des rouages importants au sein de la machine interétatique, cet affaiblissement de l'État favorise le développement du capitalisme.

Le défi qui se présente à la dyade capitalisme-État souverain ne provient donc pas – comme dirait Mark Duffield – des « barbares » situés aux frontières (car, dans les faits, ces zones frontalières n'existent déjà plus), mais plutôt de « l'intérieur » : de la transnationalité du capitalisme mondial, des mouvements transnationaux millénaristes, etc.

Au final, qu'est-ce que les Nations unies ont vraiment fait pour nous ?

Un système qui s'appuie sur un ordre mondial reposant sur la notion idéalisée d'État souverain, ainsi que sur des schémas de répartition du pouvoir vieux de 70 ans, ne dispose pas des outils adéquats pour gérer les problèmes d'action collective dont le caractère est essentiellement transnational. De plus, les citoyens ne sont jamais invités à s'exprimer quant à la manière dont ces institutions sont gérées, et pour le compte de qui. Toutes les tentatives de réforme des Nations unies ont échoué. Et pourtant, l'ONU continue de s'activer, en mobilisant sa petite tête pensante et son énorme corps dysphorique, auquel de nouveaux appendices sont ajoutés dès qu'un « nouveau » problème fait la une des journaux. Il est souvent dit que seule une troisième guerre mondiale pourrait générer une motivation et une vision suffisantes pour préparer l'ONU à faire face à l'avenir. Mais n'allons pas dans cette direction. Essayons plutôt de penser différemment.

Si la réforme des Nations unies n'a aucun sens, alors la réponse est la suivante : ne réformez pas l'ONU, recommencez tout (en anglais : *don't reform the UN, start again*, DRUNSA¹). Construisez quelque chose d'autre en parallèle : si l'initiative fonctionne, elle se retrouvera sur le devant de la scène. En la matière, il existe un programme de recherche qui examine la manière dont la participation citoyenne transnationale pourrait devenir la pierre angulaire de toutes les réformes institutionnelles.

¹ Félicitations à Martin Barber pour avoir créé cet acronyme et fondé l'organisation DRUNSA, dont il me semble que lui et moi sommes les uniques membres.

L'idée est la suivante : le temple des États n'a pas été conçu comme un outil permettant de gérer la transnationalité. Il sacralise la souveraineté et diabolise l'individu, que celui-ci ait ou non une citoyenneté. Cela dit, à l'ère de la transnationalité, les États ne sont pas capables de gérer les crises, et les citoyens ne sont pas invités à s'exprimer au sujet des conséquences des forces transnationales qui les affectent directement. Pour le moment, la citoyenneté est intrinsèquement liée à l'État-nation. Cependant, si celui-ci n'est plus capable de satisfaire les besoins des citoyens et se montre purement et simplement hostile à ceux qui cherchent refuge ou n'ont pas de citoyenneté, peut-être le temps est-il venu de redéfinir la notion de citoyenneté en la détachant de tout concept de territoire. Les technologies peuvent être mises au service de la citoyenneté mondiale pour que les droits et les opportunités puissent être revendiqués par tous, et non pas seulement dans les limites des frontières nationales. En la matière, l'UE propose déjà des modèles minimalistes. Prenons un exemple extrême : « Si la démocratie est supposée donner aux votants un certain contrôle sur leurs propres conditions de vie..., les élections organisées aux États-Unis ne devraient-elles pas impliquer la plupart des gens qui vivent sur la planète² ? » Les citoyens afghans, par exemple – qui sont directement concernés par les résultats des élections américaines – ne devraient-ils pas avoir leur mot à dire, ou bien même avoir le droit de vote dans le cadre de ces élections ? *Idem* pour les citoyens du Yémen qui se font bombarder avec le concours des fabricants d'armes de guerre occidentaux.

De fait, il ne s'agit pas d'une idée très révolutionnaire. Elle est exprimée depuis quelque temps déjà³.

Pour le moment, ce n'est guère plus qu'une chimère. Mais la question de la participation des êtres humains aux débats qui les concernent de manière directe ne devrait-elle pas être inscrite à l'ordre du jour ? Et si celui-ci ne peut pas être géré par les Nations unies, car il va à l'encontre des dynamiques de pouvoir obsolètes d'une organisation sclérosée, les citoyens et la société civile ne devraient-ils pas commencer à envisager une version 2.0 des Nations unies – ou, mieux encore, une Organisation des citoyens unis ? Elle se fonderait sur le principe selon lequel « en qualité de citoyen du monde, je devrais avoir un mot à dire sur tous les sujets qui me concernent », qu'il s'agisse du changement climatique ou de l'usage des pesticides, en passant par la résolution des conflits et les migrations.

En la matière, l'idée est que les principales institutions internationales sont de moins en moins pertinentes vis-à-vis de la nature et de l'ampleur des conflits et des crises du début du XXI^e siècle. Le tribut à payer est particulièrement lourd pour les populations civiles qui sont prises en étau par des guerres vicieuses, ou bien qui essayent de les fuir. La nature des conflits armés est elle-même en mutation, de même que le cortège de ses conséquences humanitaires. Nous vivons une époque semblable à celle qui a précédé Solférino : les anciennes lois ne servent plus, tandis que de nouvelles, plus adaptées au contexte actuel, doivent encore émerger.

L'*Internationale* humanitaire souffre de maux semblables à ceux du « système » international fondé sur les États. Sa structure de base est consubstantielle au système des États, dans la mesure où elle est fondée sur une triade de bailleurs de fonds occidentaux, d'agences onusiennes et d'ONG majoritairement occidentales (en termes d'éthique, si ce n'est en termes de nationalité). Il se peut qu'elle ait atteint ses limites structurelles. Les principes humanitaires ont résisté à l'épreuve du temps, mais il est peu probable qu'ils ressortent indemnes de la vague actuelle de crises et de

² Voir Rana Dasgupta, « The demise of the nation state », *The Guardian*, 5 avril 2018.

³ R. Dasgupta, ainsi qu'un ouvrage antérieur écrit par Goodin, Arzideh *et al.*

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

conflits transnationaux. Les Conventions de Genève sont mal outillées pour gérer des guerres sans ancrage géographique précis, sans parler des formes de violence armée urbaine ou à caractère mafieux qui font parfois plus de morts parmi les civils que les « guerres » traditionnelles. Tout comme les zones contrôlées par les groupes « terroristes », les bidonvilles d'Amérique latine et d'ailleurs sont en passe de devenir des zones de « non-droit », au sein desquelles toute forme de gouvernance est organisée par des acteurs armés non étatiques.

Il serait judicieux de lancer DRUNSA en impliquant les citoyens dans les processus de prise de décisions relatives à l'action humanitaire. Il existe de multiples discours concernant la participation et la responsabilité vis-à-vis des communautés affectées, mais la réalité factuelle est que l'action humanitaire est tout sauf transparente et participative. Elle continue de représenter une institution – certains parlent même d'un club – au sein duquel les règles ont été définies, pour ainsi dire, par des propriétaires terriens féodaux et absents qui n'ont aucune idée de la manière dont les champs sont labourés. Les initiatives citoyennes doivent réémerger sous la forme d'une force à même de mettre les pouvoirs en place face à leurs responsabilités. Plus important encore, la mobilisation citoyenne transnationale – un phénomène que nous avons beaucoup observé dans les années 1920 et 1930 (avec les Brigades internationales en Espagne, la Troisième Internationale, les IWW/Wobblies, Sacco et Vanzetti, le Mouvement fédéraliste, le mouvement anticolonial, etc.) – peut parfois générer des résultats.

En résumé, on peut douter de l'idée selon laquelle les États-nations peuvent connaître un succès durable dans la lutte contre les forces transnationales (du capital, de la finance, du millénarisme ethnoreligieux, etc.). Ces mouvements seraient mieux contrôlés au niveau transnational par le biais d'une Organisation des citoyens unis ou de coalitions formées par des groupes de la société civile ou par des initiatives semblables menées par les citoyens.

***United Against Inhumanity* place les citoyens au cœur de son projet**

Cela nous ramène à l'initiative *United Against Inhumanity* (UAI), qui est un mouvement mondial émergent formé par des citoyens et acteurs de la société civile indignés face à l'incapacité et à l'absence de volonté du système international officiel au moment de s'attaquer aux causes et aux conséquences des conflits armés. Comme l'article de Jean-Baptiste Richardier (voir plus haut) l'explique plus en détail, l'objectif d'UAI est de proposer un moyen d'exprimer l'indignation d'un nombre croissant de citoyens et d'organisations de la société civile qui refusent de rester assis tranquillement et d'accepter les effroyables souffrances des populations civiles prises en étau par les guerres, ou encore les politiques et les pratiques qui empêchent les enfants, les femmes et les hommes qui fuient les conflits armés contemporains de se mettre en lieu sûr. UAI collabore avec les citoyens et les organisations de la société civile en plaçant les premiers au cœur de ses efforts visant à lutter contre l'inhumanité des pratiques de guerre et contre les mesures abominables qui empêchent les personnes qui cherchent refuge de bénéficier du droit d'asile. L'initiative a pour objectif d'augmenter l'impact des sanctions contre les auteurs de violences, en termes politiques et réputationnels, ainsi que de soutenir les actions de la société civile contre l'inhumanité de la guerre et l'érosion de l'asile.

Il est évident que cela représente un défi de taille. Tout comme c'était le cas pour l'abolition de l'esclavage, ou pour la lutte en faveur de la décolonisation ou des droits de l'Homme. La complexité de la tâche n'est pas une excuse pour se voiler la face et rester assis sans bouger le petit doigt. Comme le disait Sénèque, ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas ; c'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles. Dans un monde

interconnecté où nous sommes tous en réseau, notre appartenance commune à l'humanité nous force à agir. Sinon, nous devenons « complices de ce qui nous laisse indifférents⁴ ».

Tous les textes de cette rubrique ont été traduits de l'anglais par Méline Bernard.

Biographie • Antonio Donini

Chercheur dans le domaine de l'humanitaire. Il est également l'un des fondateurs de l'initiative émergente *United Against Inhumanity*. Il peut être contacté à l'adresse suivante : antonio.donini@tufts.edu

Reproduction interdite sans l'accord de la revue Alternatives Humanitaires.

Pour citer cet article : Khaled Mansour, Jean-Baptiste Richardier, Antonio Donini, « L'initiative United Against Inhumanity », Alternatives Humanitaires, n°9, novembre 2018, p. 134-155,

<http://alternatives-humanitaires.org/fr/2018/11/17/linitiative-united-inhumanity/>

ISBN de l'article (PDF) : 978-2-37704-451-1

⁴ George Steiner, *Langage et silence*, 10-18, 1999, p. 150 (dans l'édition américaine).